

Périscolaire entre opacité et précarité (Le)

Titre(s) : Périscolaire entre opacité et précarité (Le) [[periodique]] / Annika Joeres

Ensemble : Courrier international 1857

Auteur(s) : Joeres, Annika

Editeur, producteur : 04/06/26

Description matérielle : pp.24-25

ISSN : 1154-516X

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : À Paris et dans le reste de la France, un scandale de mauvais traitements dans le périscolaire et les écoles maternelles prend de l'ampleur. Des témoignages de parents évoquent des violences verbales, physiques et, dans certains cas, des faits à caractère sexuel présumés. Dans la capitale, des enquêtes visent une dizaine de crèches, une centaine de maternelles et une vingtaine d'écoles élémentaires. Environ cent animateurs ont été suspendus, tandis que seize employés d'une maternelle du VII^e arrondissement ont été placés en garde à vue après une trentaine de plaintes. Le collectif SOS Périscolaire, créé en 2021, a recensé près de 500 témoignages jugés plausibles à l'échelle nationale. L'affaire met en lumière la fragilité structurelle du périscolaire français. Le secteur repose largement sur des animateurs peu formés et mal rémunérés, dont seule environ la moitié possède le Bafa. Cette formation reste courte, et la seule exigence pour exercer est souvent un casier judiciaire vierge. Dans certaines communes, faute de moyens, des employés communaux ou des chauffeurs de car assurent même la prise en charge des enfants. Beaucoup d'animateurs gagnent moins de 900 euros par mois et ne peuvent travailler plus de cinq heures par jour. Après la diffusion en janvier d'une émission de Cash Investigation sur France 2, le débat est devenu national. Des parents rapportent chez leurs enfants des phobies scolaires, des troubles du sommeil et un repli sur soi. Emmanuel Grégoire a promis 20 millions d'euros pour former les animateurs, des suspensions au moindre soupçon, une commission d'enquête municipale et une convention citoyenne. Mais des parents et des syndicats jugent la réponse insuffisante : les premiers réclament une réforme de fond, les seconds dénoncent un climat de peur, l'absence de protocole pour signaler les abus et des suspensions parfois opaques....

Sujet - Nom commun : Violence en milieu scolaire -- France

Crèches parentales -- France

Écoles maternelles -- France

Abus sexuels à l'égard des enfants -- France